

DESCOURS SUR LE BUDGET

PRONONCÉ PAR

L'Hon. P. S. G. MACKENZIE

TRESORIER DE LA PROVINCE

— A —

L'ASSEMBLEE LEGISLATIVE de QUEBEC

25 NOVEMBRE, 1913



1913

DISCOURS SUR LE BUDGET

Monsieur l'Orateur,

Le 18 novembre 1912, le dernière fois que j'eus l'honneur du présenter à cette Chambre l'exposé financier d'usage, avant que la Chambre se formât en comité des subsides, il m'arriva de parler assez longuement de la dépression financière qui sévissait alors sur les marchés monétaires du monde et dont les premières manifestations dataient déjà de quelques mois. A cette époque, le conflit des Etats Balkaniques était à son comble, et l'on croyait à l'imminence d'une conflagration générale en Europe, calamité qui, heureusement, a pu être évitée jusqu'ici. Ajoutez à cet événement les autres causes de perturbation : l'extravagance anormale des armements, les dissensions intestines en Europe, l'imbroglio Mexico-Américain, le changement de tarif, ainsi que le projet de réforme du cours monétaire et du système de banque aux Etats-Unis, enfin la fièvre de spéculation qui agite le monde entier : voilà ce qui a amené un état de malaise et de gêne financière comme il ne s'en était pas vu ni éprouvé depuis plusieurs générations. L'offre de capitaux sur les grands marchés n'a pu tenir tête à la demande. Il s'en est suivi une dépréciation générale des valeurs et une hausse non moins générale des taux d'intérêt.

Le Canada n'a pas échappé aux effets de cette dépression universelle. Il serait oiseux de ma part d'essayer de décrire un état de choses dont tout le monde est témoin et victime. Nous devons à la solidité de notre système de banque et de finance que notre pays ait pu jusqu'ici supporter la pression, et déployer une stabilité d'effort qui ne saurait manquer de dissiper pour beaucoup les craintes non fondées qu'auraient pu entretenir les bailleurs de fonds étrangers sur la vitalité de notre organisation financière et commerciale. Le point inquiétant est précisément le merveilleux développement de ce pays, créant nécessairement de toutes parts une énorme demande de capitaux additionnels dont l'introduction est entravée et enchérie par les troubles économiques des autres pays ; mais en face d'immenses ressources et de brillantes perspectives comme les nôtres, nul ne saurait perdre confiance en notre stabilité commerciale.

Cependant, en dépit de toutes ces causes de malaise financier, nous avons toute raison de nous féliciter des résultats des opérations financières pour l'exercice 1912-13, que je vais passer en revue, résultats tout aussi satisfaisants que ceux de la série d'années florissantes qui ont précédé celle-ci. Le revenu, pour un, a atteint son apogée, un chiffre inouï dans nos annales financières.

EXERCICE 1912-13.

Les prévisions budgétaires, pour le revenu et la dépense de l'exercice terminé le 30 juin 1913, étaient :

Revenu ordinaire	\$7,133,221.53
Dépense ordinaire et extraordinaire	6,755,820.23

Soit un surplus estimatif de \$ 377,401.30

Le résultat réel a été :

Revenu ordinaire	\$8,382,737.13
Dépense ordinaire	7,612,161.66

Surplus \$ 770,575.47

Mais la dépense extraordinaire de l'année, payée à même le revenu ordinaire, s'est élevée à \$341,823.33, ce qui laisse encore, comme surplus tangible de revenu ordinaire sur toutes dépenses, ordinaires et extraordinaires, un chiffre de \$428,752.14. Le revenu réalisé de fait des sources ordinaires a dépassé de \$1,249,515.60 le chiffre prévu, et les prévisions pour dépense ordinaire et extraordinaire ont été excédées de \$1,108,164.76.

(Voir Etat No. 1.)

COMPARAISON DU REVENU ORDINAIRE AVEC LES PRÉVISIONS POUR 1912-13.

Voici quelques-uns des principaux services qui ont rapporté au-delà des prévisions budgétaires :

Terres et forêts	\$250,466.25
Timbres judiciaires	52,911.60
Timbres d'enregistrement (inclus honoraires des registrateurs saliés)	90,907.40
Licences	44,446.21
Taxes sur corporations commerciales	280,590.91
Droits sur successions	214,108.60
Loi des véhicules-moteurs	46,416.47
Entretien des aliénés	35,979.72
Taxe sur subventions aux chemins de fer	98,671.36
Quelques services secondaires ont rapporté un revenu inférieur aux prévisions, au chiffre de	29,286.20

(Voir Etat No. 2.)

Je me contenterai de quelques remarques en passant sur quelques-uns des services de revenu qui ont rapporté au-delà des prévisions.

Terres de la Couronne.—L'accroissement constant du revenu de cette source est dû à l'habile et énergique administration de ce département par le

présent ministre des Terres de la Couronne, ainsi qu'à la remarquable activité du commerce de bois et de pulpe. Un fait à la louange de l'honorable ministre, c'est que la première année de son administration, en 1909-10, le revenu de son département était de \$1,150,747.16, tandis que pour le dernier exercice le même revenu a atteint le chiffre de \$1,760,466.25, soit une augmentation de 54 pour cent pour cette période.

Timbres judiciaires et d'enregistrement.—L'augmentation de recettes de cette source est attribuable à l'activité croissante des tribunaux, ainsi qu'à la multiplication des mutations de propriété dans le cours de l'année.

Taxes sur corporations commerciales.—L'excédent de recettes sur le chiffre prévu s'explique ici en grande partie par des rentrées d'arrérages.

Taxe sur subventions aux chemins de fer.—L'augmentation provient du fort montant d'arrérages perçus durant l'année.

Je puis dire ici que les fonctionnaires des divers départements se sont montrés très actifs durant l'année dans la perception des revenus dus au gouvernement.

DÉPENSE COMPARÉE AUX PRÉVISIONS.

Dépense Ordinaire, 1912-13.

La dépense pour les services ci-dessous mentionnés a dépassé les prévisions dans les proportions suivantes :

Dette publique	\$ 37,268.48
Législation	55,131.82
Gouvernement civil	\$ 74,531.97
Administration de la justice	123,925.21
Instruction publique	166,818.21
Asiles d'aliénés	28,343.56
Ecoles de réforme et d'industrie	22,500.00
Juges de la Cour des Sessions de la Paix, etc.	934.68
Colonisation et Immigration	22,834.24
Mines, Pêche et Chasse, cadastre	17,818.46
Travaux publics (ordinaires)	1,366.72
Travaux publics (extraordinaires)	32,823.33
Travail	6,505.42
Agriculture	322,336.65
Terres et Forêts	39,383.39
Charges sur le revenu	51,193.73
Services divers	176,273.24
Paiements par shérifs sur leurs perceptions, fonds de bâtisse et de jurés	19,900.84
	<hr/>
	\$1,199,889.95

Pour le service suivant, la dépense a été au-dessous des prévisions :

Inspection des bureaux publics	1,725.19
	<hr/>
	\$1,198,164.76

Dans cet excédent total de dépense sur les prévisions budgétaires pour l'exercice 1912-13, au montant de \$1,198,164.76, sont comprises les sommes suivantes, autorisées par des estimés supplémentaires additionnels votés pendant la session tenue en janvier, 1912, savoir :

Université McGill	\$ 25,000.00
Université Laval, Québec	25,000.00
Université Laval, Montréal	25,000.00
Aide pour le soutien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et Montréal	10,000.00
Souscription au monument qui doit être érigé à la mémoire de feu Georges Etienne Cartier, baronet	10,000.00
	<hr/>
	\$ 95,000.00

Le total ci-dessus comprend une dépense de \$394,039.00 sous autorité statutaire ; la balance, soit \$709,125.76 par mandats spéciaux, lesquels sont inclus dans le relevé de mandats inséré dans les comptes publics (état 31.)

On trouvera les détails complets sur cet excédent de dépense sur les prévisions, dans l'Etat No. 3.

Comme dans le cours de l'année nous étions encouragés par un fort excédent de revenu sur les prévisions budgétaires, nous nous trouvions en position d'ajouter aux chiffres prévus pour la dépense, et cela pour les objets les plus utiles.

Je pourrais ici signaler particulièrement quelques-uns des services où il y a eu augmentation de dépense :

Dette publique\$ 37,268.48

(S'explique surtout par le paiement du premier semestre d'intérêt sur l'emprunt des Bons chemins).

Administration de la justice 123,134.70

Instruction publique 166,818.21

Colonisation et immigration 22,834.24

Travaux publics (extraordinaires) 32,823.33

(Dépense principalement encourue pour l'affranchissement des ponts et barrières de péage).

Agriculture..... 322,336.65

(Comprend aide additionnelle aux sociétés d'agriculture, \$29,700.00 ; aux cercles agricoles, \$12,551.13 ; encouragement à l'horticulture fruitière, \$6,856.20 ; industrie laitière, \$5,498.12).

(Pour l'amélioration des chemins ruraux, on a dépensé en sus du montant voté \$255,024.12. De ce chef, il a été dépensé pour la route Edouard VII, au 31 décembre 1912, \$247,229.60 ; le montant dépensé depuis sur ce même chemin a été pris sur le produit de l'emprunt des Bons chemins).

(Il a aussi été dépensé pour machines à chemins mises à la disposition des municipalités, \$62,562.55).

Terres et forêts	\$ 39,383.39
Charges sur le revenu	51,193.73

(Dont \$10,727.00 appliqués aux bureaux d'enregistrement, en salaires et contingents; \$11,891.30 pour achat de registres neufs pour bureaux d'enregistrement; \$17,692.74 pour dépenses en rapport avec l'administration de la loi concernant les véhicules-moteurs).

Services divers	\$176,273.24
-----------------------	--------------

(De ce chef, il a été payé à la Commission des Eaux Courantes, \$23,282.50; à la commission de refonte du Code Municipal, \$6,695.51; à la commission des licences, \$2,500.00; au bureau de censure des vues animées, \$4,901.84; au Conservatoire Lasalle à Montréal, \$5,000.00; en indemnité aux 37 licenciés de la cité de Québec, dépossédés de leurs licences sous l'autorité du statut 2 Geo. V, ch. 2, \$111,000.00).

COMPARAISON ENTRE LES RECETTES ORDINAIRES DE 1912-13 ET CELLES DE 1911-12.

En 1912-13, le total des recettes ordinaires a été de\$8,382,737.13
En 1911-12, le total des recettes ordinaires était de..... 8,070,109.19

Soit pour 1912-13 une augmentation de\$ 312,627.94

Voici les services où les recettes ont dépassé celles de 1911-12, comme suit :

Terres et forêts	\$102,008.77
Administration de la justice	33,858.87
Timbres d'enregistrement	34,103.70
Licences, etc.	40,709.01
Taxes sur corporations commerciales	164,048.08
Taxes sur transferts d'actions, de bons, etc.....	1,948.86
Loi concernant les véhicules-moteurs	22,390.41
Pourcentage sur honoraires des fonctionnaires	2,091.01
Entretien des aliénés	10,860.65
Ecoles de réforme et d'industrie	3,575.03
Gazette Officielle de Québec	420.15
Service civil, contributions pour pension	640.11
Revenu en vertu de la loi des assurances	5,113.70
Prime, escompte et change	4,672.84
Remboursement fonds de subventions des chemins de fer.....	98,329.47
Contribution des municipalités (3 Geo. V, ch. 21, s. 20).....	1,238.00
Remboursement d'indemnités aux porteurs de licences.....	13,685.40
Route Edouard VII, vente de matériaux	50,834.73
Prêt aux incendiés de Québec	200.00
	<hr/>
	\$590,728.79

Les services où les recettes ont été moindres qu'en 1911-12 sont:

Puissance du Canada	\$ 27,470.31
Mines, Pêche et Chasse	16,551.45
Droits sur successions	162,569.98
Taxe sur mutations de propriété	161.00
Législation	4,539.05
Revenu casuel	30,178.24
Travaux et édifices publics: loyers	1,199.00
Intérêt sur dépôts et placements	34,447.01
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 V., ch. 2, sec. 5.....	828.23
Appropriation pour dette publique, en vertu de 7 Ed. VII, ch. 2	156.58
	<hr/>
	278,100.85

Soit augmentation nette pour 1912-13, de\$312,627.94

COMPARAISON ENTRE LA DÉPENSE ORDINAIRE DE 1912 ET CELLE DE 1911-12.

En 1912-13, la dépense ordinaire a été de\$7,612,161.66
En 1911-12, la dépense ordinaire était de 7,022,796.26

Soit pour 1912-13, augmentation de 589.365.40

Voici les services où la dépense ordinaire a dépassé celle de 1911-12, comme suit :

Gouvernement civil	\$ 38,960.49
Administration de la justice	80,423.42
Instruction publique	206,182.25
Santé	13,000.00
Travaux publics (ordinaires)	36,303.10
Colonisation, mines et pêcheries et immigration	5,660.93
Travail	1,460.35
Agriculture	118,272.15
Terres et forêts	10,927.76
Charités	2,796.25
Asiles d'aliénés	37,942.93
Ecoles de réforme et d'industrie	22,500.00
Charges sur le revenu	28,523.63
Services divers	106,795.57
	<u>\$709,748.83</u>

Dans les services suivants, la dépense a été moindre qu'en 1911-12, des chiffres suivants :

Dette publique	\$ 60,453.43
Législation	56,916.93
Paiements faits par les shérifs sur leurs perceptions, fonds de bâtisses et de jurés	3,013.07
	<u>120,383.43</u>

Soit pour 1912-13, augmentation nette, sur 1911-12, de...\$589,365.40

La dépense extraordinaire sur travaux et édifices publics a été en 1912-13 de \$22,060.62 en moins sur 1911-12.

La balance de subventions aux chemins de fer, en argent et en terres converties en argent tel qu'autorisé par actes de la législature, mais non gagnées au 30 juin 1913, a été de \$6,883.38.

ENSEMBLE DES OPERATIONS DE CAISSE EN 1912-13.

Le 1er juillet 1912, nous avons en dépôt en diverses banques la somme de \$3,000,619.63, sur laquelle il y avait à payer, en mandats flottants à cette date, un montant de \$435,402.97, laissant une balance disponible de \$2,565,216.66.

Les recettes de toutes sources, de 1er juillet 1912 au 30 juin 1913, ont été :

Revenu ordinaire	\$8,382,737.13
Dépôts en fidéi-commis reçus	121,100.19
Reçu à compte vente des terrains d'expositions à Montréal....	390.71
Reçu à compte prêt à l'asile aliénés de Beauport	750.00
Reçu à compte produits de l'emprunt des bons chemins, 3 Geo.	
V, ch 21, s. 20	1,942,829.86
Total	\$10,447,807.89

Si l'on ajoute ce total de recettes à la balance disponible après paiement des mandats flottants, on trouve un total de \$13,013,024.55.

Là-dessus, les paiements suivants ont été effectués du 1er juillet 1912 au 30 juin 1913, y compris et additionnellement à la dépense ordinaire et extraordinaire, savoir :

Dépense ordinaire	\$ 7,612,161.66
Dépense extraordinaire	341,823.33
Dépôts en fidéi-commis remis	203,736.52
Avance au district de Montréal pour construction de la prison neuve	496,452.89
Avance au district de Montcalm pour construction de Cour et prison	48,767.00
Payé à compte construction du chemin de fer Q. M. O. & O...	750.00
Payé pour construction de routes sur le produit de l'emprunt en vertu de la loi des bons chemins de 1912.....	550,762.58
Avance au compte endiguement des eaux de la rivière St- Maurice, en vertu de 3 Geo. V, ch. 6, s. 11 et 12	33,315.60
Payé en rachat de balance de l'emprunt de 1882	2,405,580.00
Total	\$11,693,349.58

Ce qui, déduit de la somme de \$13,013,024.55, laisse une balance de \$1,315,674.97 en dépôt en diverses banques au 30 juin 1913 (après avoir pourvu au paiement des mandats restant dus à la même date, lesquels s'élevaient à la somme de \$489,005.07), pour commencer les opérations de l'exercice courant. (Voir Etat No. 4).

Ce qu'il y a de particulièrement significatif dans cette revue de nos opérations de caisse, c'est qu'à même les ressources disponibles que nous avons accumulées depuis quelques années, nous avons été en position de payer et d'éteindre, à son échéance le 1er juillet 1912, la balance de l'emprunt de 1882, s'élevant à la somme de \$2,405,580.00 et portant intérêt à 5 pour cent.

L'honorable chef de l'opposition a, dans le cours de ses observations sur l'adresse, déclaré que s'il en faut en croire l'état paru le 23 août 1913 dans la *Gazette Officielle*, il y a déficit, attendu que cet état portait la dépense à \$9,083,283.06, la recette à \$8,383,877.84 ; donc déficit de \$699,405.22. C'est ce que l'honorable monsieur a encore répété pendant la campagne d'Huntingdon. Je n'accuserai pas le chef de l'opposition d'avoir sciemment faussé les faits, mais j'affirmerai que ses conclusions sont absolument erronées, pure jonglerie. L'état en question est celui qui se publie tous les ans dans la *Gazette Officielle*, conformément à la résolution passée par l'Assemblée législative, le 11 décembre 1895, laquelle ordonne la publication annuelle d'un état des recettes de toutes sources et des dépenses de toute nature, y compris le revenu ordinaire et la dépense extraordinaire, ainsi qu'un état de la dette publique. Dans son désir de trouver un déficit, le chef de l'opposition torture le contexte de ce document et embrouille à plaisir les chiffres des comptes publics. Il commence par mêler au revenu ordinaire deux articles secondaires qu'il ne convient pas d'y faire figurer, savoir : prix reçu à compte vente des terrains d'expositions de Montréal, \$370.91 ; montant reçu à compte prêt aux Soeurs de Charité, asile d'aliénés de Beauport, \$750.00 ; puis, comme addition aux \$7,953,984.99 de dépense ordinaire et extraordinaire, il porte au débit les \$496,452.89 avancés au district de Montréal pour la prison neuve, les \$48,767.00 avancés au district de Montcalm pour la cour et prison de ce district, les \$33,215.60 avancées pour l'endiguement de la rivière St-Maurice, et enfin, ce qui est encore plus fort, les \$550,762.58 dépensés dans le cours de la dernière année fiscale pour amélioration et construction de chemins publics, à même le produit de l'emprunt de £400,600, effectué sous l'autorité de l'Acte des Bons Che-
mins de 1912. Pour faire ressortir l'abourdissement d'un pareil raisonnement, il suffit d'examiner les divers actes de la Législature qui autorisent ces dépenses et où il est expressément stipulé que ces avances ne sont pas imputables au fonds consolidé du revenu.

1o Avance à la prison neuve du district de Montréal, \$496,452.89. Cette dépense est encourue sous l'autorité du statut 7 Ed. VII, ch. 36, section 3, laquelle se lit ainsi :

“Le coût de construction de cette prison ne sera pas imputable au fonds du revenu consolidé de la Province, mais le trésorier de la Province pourra, de temps à autre, avancer et payer, à même les deniers publics, sur les certificats du Ministre des Travaux Publics et du Travail, les montants requis pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de cette construction, et ces avances seront remboursées à même les fonds spéciaux créés par la loi 12 Victoria, chapitre 112 ; où le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé, afin de rencontrer, en tout ou en partie, le coût de la construction de cette prison, à contracter un ou des emprunts, n'excédant pas en tout sept cent cinquante mille piastres, au moyen d'obligations émises sur le crédit de la Province et dont l'intérêt et le principal seront imputables au fonds spécial ci-après mentionné.”

(Amendé depuis par le statut 9 Ed. VII, ch. 46, permettant une émission, soit de rentes inscrites, soit de débentures au montant de \$1,500,000.00.)

2° L'avance au district de Montcalm pour sa Cour et prison. Cette dépense est faite sous l'autorité de 1 Geo. V, ch. 8, dont la section 7 contient entre autres choses ce qui suit :

"Le coût de construction de ce palais de justice et de cette prison ne sera pas imputable au fonds consolidé du revenu de la Province, mais afin de faire face à ce paiement, le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à contracter un emprunt n'excédant pas \$40,000.00," etc.

Section 9.—"Le trésorier de la Province pourra, de temps à autre, avant que le produit de la vente des dites obligations ou rentes inscrites soit entre ses mains, avancer à même les deniers publics dans le trésor, non autrement affectés, sur les certificats du ministre des travaux publics et du travail, les montants requis pour payer en tout ou en partie le coût de construction du dit palais de justice et de la dite prison. Ces avances seront remboursées au trésor, avec intérêt au taux de quatre pour cent par an, à même le produit de la vente des dites obligations ou rentes inscrites."

3° L'endiguement des eaux du St-Maurice. Cette dépense est autorisée par le statut 3 Geo. V, ch. 6, section 11, laquelle se lit ainsi :

"Le lieutenant-gouverneur en conseil, en attendant la négociation du ou des emprunts, peut aussi autoriser le trésorier de la Province à avancer de temps à autre, à même les deniers publics non autrement affectés, les sommes requises pour la mise à exécution de la présente loi, en suivant les prescriptions de la section 12. Une comptabilité spéciale de ces avances doit être tenue au département du Trésor, et le produit des emprunts contractés doit d'abord être employé à leur remboursement."

Il est donc bien clair et indéniable que, le voulions-nous, nous ne pourrions pas compter, comme dépense ordinaire, ces avances ainsi faites sous l'autorité des actes spéciaux que je viens de citer, sans violer la lettre même des statuts passés par cette Législature ; de plus, lorsque les conditions statutaires auront été accomplies, ces avances seront remboursées au fonds consolidé du revenu, mais dans l'intervalle elles doivent être traitées comme de simples prêts ou avances pour leurs objets respectifs.

4o Les \$550,762.58 dépensés sous l'autorité de la loi des Bons Chemins de 1912. Cette somme a été prise sur le produit de l'emprunt de £400,600, autorisé par la lettre de l'Acte des Bons Chemins de 1912. C'est une dépense imputable au capital, elle ne saurait donc être comptée comme dépense ordinaire et ne peut pas non plus être portée au compte du fonds consolidé du revenu.

Si la prétention de l'honorable monsieur était correcte, alors nous aurions le droit de nous créditer du montant du produit de l'emprunt comme article de revenu, et dans ce cas notre surplus serait beaucoup plus considérable qu'il ne l'est, mais ce genre de comptabilité n'a jamais été suivi dans cette province, ni dans aucune autre province, ni aucun autre pays que nous sachions. A tout événement, en autant que cette province est concernée, le gouvernement actuel n'a nullement l'intention d'adopter une pareille tenue de livres.

DETTE FONDÉE.

Le 30 juin 1912, la dette fondée impayée était de\$25,341.157.48
 Le 30 juin, 1913, la dette fondée impayée était de 24,759,798.82

Réduction de la dette fondée en 1912-13\$ 581,358.66

Ainsi expliquée :

Réduction :

Rachat de débentures de l'emprunt de 1880..\$ 125,365.33
 Rachat de débentures de l'emprunt de 1882.. 2,405,580.00

\$2,530,945.33

Augmentation :

Emprunt des Bons Chemins sous l'autorité de
 3 Geo. V, ch. 21 1,949,586.67

\$ 581,358.66

Le 30 juin 1913, la dette fondée, consistant en débentures et
 stocks impayés des divers emprunts de la Province,
 était de\$24,759,798.82

Contre quoi figurait, comme fonds d'amortissement placé, la
 somme de 1,207,164.75

Laisant comme balance nette de dette fondée\$23,552,634.07

La balance nette de dette fondée au 30 juin 1913, indique une diminution de \$617,147.21 comparée à la balance nette de dette fondée au 30 juin 1912.

Cette diminution a pour cause le rachat de \$125,363.33 de l'emprunt de 1880 et de \$2,405,580.00 de d'emprunt de 1882, ainsi que l'achat de \$35,788.55 de rentes inscrites portant 3 p.c. pour le compte du fonds d'amortissement ; il y a eu augmentation par émission de \$1,949,586.67 de rentes inscrites à compte des emprunts de bons chemins autorisés par le statut 3 Geo. V, chapitre 21.

C'est une conséquence de la popularité de la politique des bons chemins et de son adoption par toute la Province que la dette fondée tende à augmenter. Il est hors de doute que d'ici à deux ou trois ans le montant d'emprunt autorisé par la loi des Bons Chemins, soit \$10,000,000, sera complètement émis en parfaite réalisation de ce grand article de la politique du gouvernement. Le gouvernement s'en tient ferme à la position qu'il n'a cessé de prendre sur cette question d'urgence et d'importance pour la Province, l'amélioration de son système de voirie. Cette politique a reçu l'approbation, la sanction populaire, par le verdict quasi unanime prononcé aux élections générales du 15 mai 1912. Comptant sur le patriotique empressement des municipalités à faire leur part, nous avons l'intime conviction de pouvoir honorer le surcroît de charges d'intérêt qui en résultera, tout en restant dans les limites du revenu ordinaire.

DETTE NON FONDÉE.

Le 30 juin 1913, la dette non fondée se composait des chiffres suivants :

Dépôts en fidéi-commis	\$ 578,243.58
Mandats à payer	489,005.07
Puissance du Canada—Balance de compte au 31 décembre 1903.	1,473,609.63
Puissance du Canada—Prix de propriété achetée pour le chemin de fer Q. M. O. & O.	25,000.00
	<hr/>
	\$2,565,858.28

Contre quoi figuraient à même date :

Argent en banque	\$1,808,680.04
Réclamations contre personnes ou corporations pour prêts et avances	112,437.29
Avances pour l'endiguement du St-Maurice	33,315.60
Avances pour prison neuve de Montréal.....	3,031,198.81
Avances pour la Cour et prison du district de Mont- calm	68,942.05
Avances pour Cour et prison, district de Roberval.	35,000.00
Part de Québec dans le fonds des écoles communes.	1,160,626.87
	<hr/>
	6,250,200.66

Laissant comme surplus d'actif sur la dette non fondée.....3,684,342.38

PASSIF ET ACTIF DISPONIBLE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC AU 30 JUIN 1913.

Passif :

Dette fondée impayée telle qu'elle était avant la conversion	\$23,016,271.99
Augmentation de capital par conversion.....	1,743,526.83
	<hr/>
	\$24,759,798.82
Puissance du Canada—Balance de compte au 31 décembre 1903	1,473,609.63
Puissance du Canada—Prix de propriété achetée pour le Q. M. O. & O.	25,000.00
Dépôts en fidéi-commis	578,243.58
Mandats impayés	489,005.07
Déventures du Palais de Justice de Québec	83,600.00
Déventures du Palais de Justice de Sherbrooke	60,000.00
	<hr/>
	\$27,469,257.10

Actif :

Fonds d'amortissement :—

Balance du prix du Q. M. O. & O. déposée en banques	\$676,780.00
Balance du prix du Q. M. O. & O. placée en débetures du Palais de de Québec	83,600.00
	<hr/>
	\$760,380.00
Province de Québec, rentes inscrites 3 p.c	446,784.75
	<hr/>
	\$1,207,164.75
Puissance du Canada : Part de Québec dans le fonds des écoles communes	1,160,626.87
Argent dans les banques	1,808,680.04
Coût de l'Ecole Normale Jacques-Cartier à Mont- réal remboursable par vente de propriété....	5,000.00
Avances à diverses personnes	107,437.29
Endiguement des eaux du St-Maurice	33,315.60
Prison neuve de Montréal, avances autorisées par statut 7 Ed. VII, ch. 36	3,031,198.81
Cour et prison du district de Montcalm, avances autorisées par statut 1 Geo. V, ch. 8.....	68,942.05
Cour et prison de Roberval, avances autorisées par statut 2 Geo. V, ch. 6	35,000.00
Taxe du Palais de Justice de Québec, en vertu de 45 Vict., ch. 26, et 48 Vict., ch. 16	83,600.00
Palais de Justice de Sherbrooke, taxe en vertu de 2 Ed. VII, ch. 6	\$ 39,794.73
Fonds d'amortissement, inclus dans les dépôts en fidéi-commis	20,205.27
	<hr/>
	60,000.00
	<hr/>
	\$ 7,600,965.41
Excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1913.....	\$19,868,291.69
	<hr/>
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1912, était de.....	\$19,885,069.03
L'excédent du passif sur l'actif au 30 juin 1913, était de	19,868,291.69
	<hr/>
Diminution de l'excédent de passif durant l'année 1912-13....	\$ 16,777.34
	<hr/>

(Pour détails des changements opérés dans le passif et
l'actif durant l'année, voir Etat 5.)

L'ANNÉE COURANTE.

Les estimés pour l'année fiscale 1913-14, que j'ai soumis à la Chambre durant la dernière session de la Législature, prévoyaient un revenu ordinaire de \$7,403,211.62, et une dépense ordinaire et extraordinaire de \$7,046,642.67, indiquant un surplus probable de \$356,568.95.

La législation de la dernière session entraînera une dépense additionnelle d'environ \$300,000, dont les principaux éléments sont, pour intérêt et amortissement de l'emprunt des Bons Chemins, \$112,515.00, et pour abolition de ponts et chemins de péage, environ \$125,000.

Il faudra aussi pourvoir à l'intérêt sur l'emprunt temporaire de £300,000, dont je reparlerai tout à l'heure, une somme de \$42,500.00.

Outre ces augmentations, il est probable que des crédits additionnels seront requis pour quelques-uns des services publics en sus des présentes appropriations; pour y faire face, des estimés supplémentaires seront soumis dans le cours de la présente session.

Pour la période du 1er juillet au 17 novembre de l'année courante, les dépenses ordinaires et extraordinaires se sont élevées à \$210,159.00 de plus que les mêmes dépenses pour la période correspondante de l'année dernière.

D'autre part, les perspectives d'une augmentation de revenu considérablement supérieure aux prévisions sont des plus encourageantes. Le revenu ordinaire du 1er juillet au 17 novembre de l'année courante dépasse de plus de \$750,000 le revenu ordinaire de la même période de l'an dernier. Il y a eu augmentation dans la plupart des principales sources de revenu, notamment dans les droits sur successions, taxes sur corporations commerciales, timbres judiciaires, asiles d'aliénés, etc., mais il y a eu recul dans le revenu des timbres d'enregistrement et des transports d'actions et bons, conséquence sans doute de la gêne monétaire de cette année. D'après les apparences du moment, je suis d'opinion qu'il y aura un surplus du revenu ordinaire sur la dépense ordinaire et extraordinaire, plus considérable que d'après mes premiers estimés.

ESTIMÉS POUR 1914-15.

Les estimés de recette et dépense pour l'année finissant le 30 juin 1915 (lesquels estimés sont inclus dans les états financiers distribués à la députation) ont été préparés en tenant bien compte des résultats de l'année dernière et de l'année courante quant aux recettes, et d'après les rapports des différents départements sur les montants que requerra le service public pour le côté dépense. Ces estimés prévoient :

Un revenu ordinaire de	\$7,777,956.32
Une dépense ordinaire et extraordinaire de	7,439,534.72
	<hr/>
Soit un surplus estimatif de	\$ 338,421.60

Je dois déclarer ici que les prévisions budgétaires pour le prochain exercice seront nécessairement susceptibles d'augmentation, par suite du surcroît de

dépense qu'occasionnerait le service d'intérêt et d'amortissement sur les nouveaux emprunts qu'il faudrait contracter aux termes de la loi des bons chemins de 1912; mais d'autre part cela serait compensé du côté recettes dans une certaine proportion par la perception des contributions des municipalités, à raison de 2 pour cent sur les sommes qu'elles prendront. Il ne faut pas non plus perdre de vue que nous pouvons être appelés à encourir certains déboursés d'après la loi 2 Geo. V, chapitre 2, pour la suppression des chemins à barrières et ponts de péage. D'un autre côté, le montant prévu comme revenu est très réservé et sera aussi probablement dépassé.

OBSERVATIONS SUR CERTAINS SERVICES DE REVENU.

Successions.

Comme je le disais l'an dernier dans l'exposé budgétaire, le département avait depuis quelques années suspendu la perception des droits de successions sur les biens meubles d'héritage situés hors de la Province, par suite d'un jugement rendu par le Conseil Privé dans la cause Woodruff vs. le Procureur-Général d'Ontario. J'avais aussi l'honneur d'informer la Chambre au sujet d'une cause alors pendante—celle de Cotton vs. le Roi—dans laquelle le demandeur, fondant sa réclamation sur le jugement en question, demandait le remboursement des droits de succession payés sur certains bonds et stocks déposés à Boston. L'affaire avait été alors instruite devant la Cour Supérieure et la Cour du Banc du Roi, qui, s'appuyant sur le précédent Woodruff, avaient maintenu l'action contre le gouvernement; mais l'affaire avait été portée devant la Cour Suprême, qui avait renversé la décision des tribunaux inférieurs. Il y eut appel de ce jugement au Conseil Privé, et je suis informé que la décision de ce dernier tribunal est défavorable à la Couronne. Il m'est encore impossible de préciser quels sont les considérants de ce jugement, dont le texte officiel n'a pas encore été transmis au département; nos avocats attendent la réception des pièces officielles avant de pouvoir nous renseigner exactement sur cette décision dont le prononcé date de quelques semaines à peine.

Le revenu de cette source continue à donner de très bons résultats. Ce qui démontre bien clairement que la réduction de l'impôt résultant de l'amendement fait il y a deux ans, à l'effet de porter l'exemption en ligne directe de \$5,000 à \$15,000, comporte un véritable soulagement pour la classe sociale qui est la moins en état de supporter le fardeau, c'est que sur les 5530 successions déclarées sous l'autorité de cette loi dans le cours de l'année fiscale 1912-13, à peine 1145, soit 20 7-10 p.c. ont payé les droits, et 4385, soit 79 3-10 p.c., en ont été exemptées.

Le revenu pour l'exercice 1911-12 avait été de	\$1,226,678.58
Pour l'exercice 1912-13, il a été de	1,064,108.60
<hr/>	
Soit une diminution de.....	\$ 162,569.98
<hr/>	

Ce recul pourrait avoir été évité, mais on n'a pas jugé opportun de forcer

la main aux représentants de certains héritages, momentanément incapables de verser leur contribution à cause de la rareté d'argent. Pour ce qui concerne l'année courante, jusqu'ici le revenu dépasse de beaucoup celui d'aucune année antérieure pour une même période.

Licences.

La commission chargée de faire enquête sur le trafic des liqueurs a maintenant complété son travail, et son rapport ainsi que le procès-verbal de son enquête a été déposé sur le bureau de la Chambre. Il est possible que les conclusions de ce rapport entraînent une législation importante sous forme d'amendements à la loi des licences de Québec.

Bien que le mouvement tempérancier gagne de jour en jour du terrain, les licences ont rapporté cette année \$940,197.84, \$40,136.18 de plus que l'an dernier, ce qui est en partie dû à la hausse des évaluations immobilières à Montréal et Québec, où le prix des licences est basé sur la valeur locative ou annuelle des prémisses, ainsi qu'au revenu provenant des cinémas qui a déjà rapporté plus de \$4,000.00 dans le court espace de deux mois pour la dernière année fiscale. Le Trésorier ajoute que le gouvernement n'a rien épargné pour donner satisfaction au clergé et aux tempéranciers, de même qu'aux porteurs de licences, en dépêchant ses agents dans la Province chaque fois qu'il y avait lieu de réprimer la vente illicite des boissons.

Loi des Véhicules-moteurs.

Le revenu de cette source accuse un progrès sensible, attribuable à la multitude de nouvelles machines automobiles de tous genres introduites dans l'usage. Ce revenu, déduction faite des frais d'administration, est appliqué *pro tanto*, aux termes de la loi des Bons Chemins, au paiement de l'intérêt et de l'amortissement des emprunts contractés pour l'amélioration et la construction des chemins. On espère que la multiplication et l'extension de nos routes améliorées sur une grande échelle auront pour effet d'accroître le nombre des véhicules à moteurs de toutes espèces et procurera à ceux qui se servent de ce mode de locomotion toutes les facilités et les aises désirables. On constate avec satisfaction que le revenu de ce chef est en progrès constant. En 1911, il s'élevait à \$26,618.59; en 1912, à \$49,026.06; en 1913, il a atteint \$71,416.47.

L'emprunt des Bons Chemins.

On se rappelle qu'aux termes de la loi 2 Geo. V, chapitre 23, loi des Bons Chemins de 1912, toute municipalité rurale, de village ou de comté, désireuse d'améliorer sa voirie, pouvait en passant des règlements à cette fin emprunter les fonds nécessaires pour construction ou amélioration de routes; sur quoi, toutes les formalités réglementaires étant accomplies à la satisfaction du lieutenant-gouverneur en conseil, le trésorier de la Province avait autorité pour promettre de payer à échéance, à même le fonds consolidé du revenu, moitié de l'intérêt et l'amortissement au complet de tels emprunts, le taux d'intérêt annuel ne devant pas excéder quatre pour cent, et le fonds d'amortissement devant être suffisant pour éteindre la totalité de l'emprunt en

quarante-et-un ans au plus, période durant laquelle les municipalités s'obligeaient à payer la moitié de l'intérêt. L'ensemble de ces emprunts ne devait pas excéder \$10,000,000.

Sous l'opération de cette loi, un certain montant de travaux a été exécuté et des débetures émises au montant de \$220,000.00 sous le garantie du gouvernement.

Par suite de la dépréciation générale des valeurs qui suivit de près l'adoption de cette loi, affectant surtout les émissions à quatre pour cent, il ne fut pas jugé opportun de placer ces débetures sur le marché; le gouvernement avança dans le temps tous les fonds alors requis, soit \$121,609.58, aux municipalités, retenant en garantie les débetures alors émises.

Par une législation subséquente passée à la session suivante, la même année, 3 Geo. V, chapitre 21, la loi plus haut mentionnée était amendée de manière à permettre au gouvernement de fournir aux municipalités les deniers nécessaires sur la promesse de celles-ci de payer annuellement, à époques fixes, 2 pour cent d'intérêt sur les sommes ainsi avancées, sur réception des coupons requis, et le trésorier de la Province recevait pleins pouvoirs d'effectuer les emprunts autorisés par la loi au moyen de débetures ou de rentes inscrites émises pour un terme de quarante-et-un ans au plus, à un taux d'intérêt n'excédant pas quatre et demi pour cent.

En janvier 1913, sur estimé préparé par le ministre de l'Agriculture et de la Voirie, portant qu'il y aurait au moins \$2,000,000 d'avances requises par les municipalités pour défrayer le coût des travaux tracés pour la prochaine belle saison, ainsi que pour la construction des routes provinciales alors projetées, il fut décidé d'émettre un emprunt de £400,600 sterling. Bien que dans le temps la condition du marché monétaire ne fût pas aussi bonne qu'on le souhaitait, il fut cependant jugé bon de lancer l'emprunt tout de suite, le gouvernement ayant été avisé d'une baisse probable des valeurs. Les événements ont prouvé que l'avis était excellent, car depuis cette époque le cours des valeurs a subi une baisse considérable sur le marché monétaire. Il ne faut pas non plus oublier que les émissions à 4 pour cent étaient déjà devenues extrêmement impopulaires; aussi, comme on l'a expliqué à la dernière session, le taux d'intérêt de ces emprunts fut-il porté de 4 à 4½ p.c. en vue du ton de plus en plus exigeant des prêteurs qui demandaient un taux d'intérêt plus élevé. En conséquence, le gouvernement a effectué, par l'entremise de la Banque de Montréal à Londres, un emprunt de £400,600 sterling, au moyen d'une émission de rentes inscrites portant quatre et demi pour cent à quarante-un ans. J'ai le plaisir d'annoncer que le stock en question a été vendu à 102, soit 2 pour cent au-dessus du pair. Le prix réalisé a été le plus haut qu'on eût pu obtenir dans le temps, le meilleur qu'aucune des provinces sœurs ait alors ou depuis réalisé pour des emprunts de même nature.

Voici les détails de l'opération :

£400,600 au pair équivaut à.....	\$1,949,586.67
Plus la prime de 2%	38,991.73
Total brut	\$1,988,578.40

A déduire :

Commissions	\$ 34,117.77	
Débours	9,317.28	
Droit de timbre	12,184.92	
Escompte sur versements anticipés ..	2,388.97	
		<u>58,008.94</u>
Laissant, comme produit net de l'emprunt	\$1,930,569.46	

On ne doit pas considérer comme frais accessoires de l'emprunt le montant de \$12,184.92 payé pour commutation, non plus que les \$2,388.97 d'escompte sur versements anticipés. Il est aujourd'hui de pratique, pour tous les emprunts de premier ordre, de commuer le droit de timbre dû au gouvernement impérial sur les émissions de ce genre. Les banques le conseillent, parceque cela rend les valeurs plus faciles à négocier et leur assure invariablement un plus haut prix. Comme l'emprunt était offert couvrable par versements, les \$2,388.97 représentent l'escompte alloué aux souscripteurs qui versaient d'avance le montant de leur mise.

Je vais maintenant renseigner la Chambre sur ce qui a été fait avec le produit de cet emprunt :

Montant versé aux municipalités, avant réception du produit de l'emprunt	\$ 121,609.58
Montant versé aux municipalités sur le produit de l'emprunt, en plus de ce qui précède	<u>1,768,097.34</u>
Totalité des paiements aux municipalités à jour	\$1,889,706.92
Totalité des paiements pour les routes du gouvernement à jour..	<u>411,523.01</u>
Totalité des paiements	\$2,301,229.93
Produit de l'emprunt	<u>1,930,569.46</u>
Excédent total des paiements sur le produit de l'emprunt.....	\$ 370,660.47

L'emprunt temporaire.

Comme je viens de le faire voir, le coût des travaux exécutés durant la présente saison dépassait de \$370,660.49 le produit de l'emprunt des bonnes routes. Il résultait en outre des estimés préparés par le personnel du département de la Voirie qu'il serait nécessaire de pouvoir disposer immédiatement d'une fort montant additionnel pour honorer et couvrir nos obligations sous l'opération de la loi, les nouvelles demandes se présentant de jour en jour dans le cours de l'année. Mais l'état du marché monétaire était si peu propice, nous avions sous les yeux les échecs tout récents de tant d'émissions entreprises par les maisons financières, que nous ne crûmes pas opportun de lancer pour le moment aucun emprunt permanent sous l'autorité de la loi des Bons Chemins.

Après mûr examen de la situation, nous en sommes venus à la conclusion de faire face aux exigences en nous prévalant de l'article 807 des Statuts révisés, qui pourvoit au recours aux emprunts temporaires. Un emprunt temporaire a été en conséquence contracté par l'entremise de la Banque de Montréal à Londres, au montant de £300,000, au moyen d'une émission de bons du Trésor au montant de \$1,460,000.00 courant, moins escompte au taux de 5 7/8 p.c. par année et 1/20 de 1 pour cent pour droit de timbre, sans frais de commission. Ces bons portent la date du 1er novembre 1913 et sont payables à six mois. Le taux est le meilleur qui pût être obtenu dans le temps, vu la condition du marché. A l'expiration du terme de six mois, si les conditions sont favorables, ces bons seront, on l'espère, retirés, pour la majeure partie au moins, à même les ressources disponibles de revenu.

Jusqu'ici le volume du revenu est de beaucoup supérieur à ce qu'il était l'an dernier pour la même période, et tout semble augurer qu'il sera possible de conclure les opérations financières de l'exercice courant par un surplus considérable. A tout événement, nous sommes dès à présent abondamment pourvus de manière à couvrir toutes les dépenses, ordinaires ou de capital, qui peuvent se présenter d'ici à la fin de l'année; nous pouvons donc attendre le relèvement du marché aux valeurs, nous espérons pouvoir être dispensés de contracter de nouveaux emprunts permanents aux prix inférieurs qui prévalent en ce moment, et si nous avons cette chance, nous aurons sauvé beaucoup d'argent à la Province.

FINANCES REQUISES D'APRÈS LA LOI DES BONS CHEMINS POUR LA SAISON 1914.

Outre le montant déjà dépensé et à être dépensé dans le cours de cette année en sus du produit de l'emprunt déjà contracté, le personnel du département de la Voirie produit cet estimé approximatif des montants additionnels qui seront requis pour l'année prochaine :

Pour les municipalités	\$1,500,000.00
Pour les routes Montréal-Québec	600,000.00
Pour la route Sherbrooke-Derby Line.....	355,000.00
Pour la route Lévis-Jackman	225,000.00
	<hr/>
	\$2,680,000.00

Il sera donc nécessaire de pourvoir, dans le cours de l'année, au coût de ces travaux par une nouvelle émission sous l'autorité de la loi des Bons Chemins. Quant à l'époque de toute telle nouvelle émission, nous nous laisserons guider, comme je l'ai déjà dit, par l'état du marché financier.

LES OBLIGATIONS PROVINCIALES SUR LE "TRUSTEE LIST" DE
LA GRANDE BRETAGNE—LE "IRISH LAND ACT, 1909" ET
LE "NATIONAL INSURANCE ACT, 1911."

Dans mon exposé budgétaire de l'an dernier, je traitai longuement cette très importante question afin de la mieux signaler à l'attention de la Chambre. Je fis alors remarquer la désavantageuse position faite aux provinces canadiennes par suite du traitement différentiel qui leur est imposé par les lois de la Grande Bretagne, faisant voir comme quoi, non seulement les colonies-sœurs d'une égale importance, mais celles qui leur sont de beaucoup inférieures en richesse et en population, peuvent placer leurs obligations et en disposer sur le marché anglais à des prix bien supérieurs à ceux que peuvent réaliser nos provinces. La question a depuis notablement excité l'attention de la presse, tant au Canada qu'en Grande Bretagne.

C'est à mes yeux un sérieux grief qu'il importe de faire corriger que cette position anormale où nous nous trouvons, par comparaison avec les colonies Australiennes, Sud-Africaines, Terre-neuve, les Barbades, la Jamaïque, etc., chacune de celles étant admise sur le "Trustee List" tandis que nous en sommes exclus.

Dans ces temps agités, la mère-patrie ne perd aucune occasion de resserrer les liens qui retiennent ensemble les diverses parties de l'Empire. Bizarres instruments de cohésion que ces lois écrites qui traitent la signature financière de nos grandes provinces de Québec, d'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta, sur un pied d'infériorité par comparaison avec les colonies que je viens de mentionner. J'exprimais l'an dernier l'espoir de voir la question soumise avant longtemps à une conférence des provinces. En effet à la conférence que s'est réunie récemment à Ottawa, l'affaire a fait le sujet de sérieuses délibérations, et une résolution dont voici le texte a été adoptée à l'unanimité :

Proposé par l'honorable M. Mackenzie,
Secondé par l'honorable M. Lucas :

ATTENDU que par la loi dite "Imperial Colonial Stock Act, 1900," les pouvoirs délégués aux fidéi-commissaires du Royaume-Uni par le "Trustees Act" de 1893 ont été élargis, et qu'il a été pourvu au placement des "Trust Funds" sur les valeurs coloniales, sujet à certaines règles à être établies par les lords commissaires de la Trésorerie ;

ET ATTENDU que les règles en question ont été par la suite promulguées par la Trésorerie, dans la *Gazette* de Londres, dans les termes suivants :

"1o La colonie pourvoira par législation au paiement à même ses revenus de toute somme qui peut devenir payable aux porteurs d'actions en vertu de tout jugement, décret, règlement ou ordre d'un tribunal du Royaume-Uni.

“2o La colonie établira à la satisfaction de la Trésorerie Impériale que des fonds suffisants (en la manière et au temps requis) seront disponibles dans le Royaume-Uni pour honorer tel jugement, décret, règlement ou ordre.

“3o Le gouvernement colonial mettra de record une expression formelle d'opinion comportant que toute législation coloniale où le gouvernement impérial croirait voir quelque tendance à altérer la portée d'aucune des clauses affectant les actions au détriment des porteurs d'icelles, ou quelque infraction au contrat originaire relativement à icelles, serait justement passible de désaveu.”

ET ATTENDU que toutes ou presque toutes les colonies autonomes et la plupart des colonies de la Couronne ont pris avantage de cette loi, adopté la législation requise et fourni les assurances exigées, par les règles de la Trésorerie ;

ET ATTENDU que la situation financière des colonies admises au régime de cette loi s'est grandement améliorée et que leurs valeurs ont eu l'avantage d'un marché agrandi.

ATTENDU que l'examen des prix réalisés par les Provinces du Canada sur leurs émissions initiales d'emprunts, de même que des prix courants de leurs valeurs actuellement existantes sur la place de Londres, fait voir que d'autres colonies ou dépendances de l'Empire, d'égale et même de moindre importance en richesse ou en population, sont actuellement en état de disposer de leurs émissions à plus grand profit et que leurs valeurs sont beaucoup plus haut cotées ;

ET ATTENDU que les Provinces du Canada ont par leur fusionnement formé le Dominion du Canada, à bon droit considéré l'une des plus importantes portions de l'Empire Britannique ;

ET ATTENDU que jusqu'à présent les dites Provinces du Canada ont échoué dans leurs tentatives d'obtenir pour leurs stocks les avantages conférés par l'Acte de 1900, et qu'il en résulte pour elles, seules entre toutes les parties constituantes de l'Empire, un préjudice considérable, affectant sérieusement et nuisiblement leurs intérêts financiers ;

ET ATTENDU que les valeurs des Provinces du Canada sont éligibles à l'enregistrement aux termes du “Colonial Stock Act” de 1877 et de ses amendements, et qu'il leur serait facile par une simple législation de se conformer aux deux premières clauses des règles édictées par le Trésorerie sous le “Colonial Stock Act” de 1900 ;

ET ATTENDU que l'unique obstacle à l'extension des avantages de l'Acte de 1900 aux Provinces du Canada se trouve dans le dispositif de la troisième de ces règles ;

ET ATTENDU que les autorités impériales sont censées tenir qu'elles n'ont aucun droit de désaveu sur la législation des Provinces du Canada, et que sous ce rapport leur situation est entièrement différente de celle des colonies qui ont été admises au régime de l'Acte de 1900 ;

ET ATTENDU que, d'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, le pouvoir de désaveu pour ce qui concerne la législation de nos Provinces est réservé au Gouverneur-Général en Conseil, et que conséquemment les Provinces du Canada sont en position de mettre de record l'expression formelle d'opinion voulue par la troisième règle, comportant "que toute législation de leur part où le gouvernement *fédéral* ou *impérial* croirait voir quelque tendance à attirer la portée d'aucune des clauses affectant les actions au détriment des porteurs d'icelles, ou quelque infraction au contrat originaire relativement à icelles, serait justement passible du désaveu du *Gouverneur-Général en Conseil*," ou d'adopter toute autre mesure ultérieure qui pourrait être suggérée pour dissiper toute objection ;

ET ATTENDU que dans le cas où telle assurance ou expression formelle d'opinion ne serait pas jugée suffisante, les Provinces du Canada sont disposées à écouter favorablement tout ce qui pourrait être suggéré par le gouvernement de Sa Majesté au gouvernement du Dominion, afin que l'action du "Colonial Stock Act" de 1900 puisse s'étendre aux émissions déjà faites ou à celles qui se feront à l'avenir ;

ET ATTENDU que les Provinces du Canada ne sauraient douter que le gouvernement de Sa Majesté n'ait les meilleures dispositions à faire partager à leurs valeurs les avantages de l'Acte de 1900, pourvu qu'elles lui fournissent toutes les assurances requises et conformes à l'esprit du dit Acte, ainsi que des règles qui ont été promulguées sous son autorité ;

ET ATTENDU qu'il appert aux clauses des statuts impériaux désignés comme le "Irish Land Act" de 1909, et le "National Insurance Act" de 1911, que les syndics et commissaires nommés respectivement sous ces statuts, ont plein pouvoir de placer les fonds et deniers qui en dépendent sur les obligations publiques, fonds ou valeurs d'Etat de tout gouvernement étranger quelconque, et sur toute valeur quelconque où les syndics aient autorité légale de placer les fonds qui leur sont confiés ; et que d'après les termes des dits Actes les valeurs des Provinces du Dominion sont également exclues de ce mode de placement, ce qui est tout au détriment des intérêts et du crédit des Provinces ;

QU'IL SOIT EN CONSÉQUENCE RÉSOLU : Que c'est l'opinion de cette conférence de prier les autorités du gouvernement du Dominion de soumettre le présent exposé au Gouvernement Impérial, de sorte qu'il puisse être régulièrement porté à la connaissance du Secrétaire d'Etat pour les Colonies et soumis au gouvernement de Sa Majesté, en vue d'assurer l'application—au besoin l'amendement, la modification ou l'extension suivant le cas—des législations ou règlements sous le régime du "Colonial Stock Act" de 1900, du "Irish Land Act" de 1909 et du "National Insurance Act" de 1911, de manière à en permettre l'application aux obligations des Provinces du Dominion Canadien.

LA RÉCENTE CONFÉRENCE INTERPROVINCIALE.

Ce fut toujours la politique du parti libéral depuis qu'il a pris les rênes en 1897, de contenir la dépense en dedans du revenu, tout en donnant tout l'encouragement possible aux importants services de l'éducation et de l'agriculture : promesse qui a été fidèlement accomplie. Le gouvernement a vécu en dedans de ses moyens, et en même temps il a réduit la dette publique.

Il a porté les crédits d'instruction publique de \$421,204.25 en 1897 à \$1,383,415.31 en 1913, augmentation de 228 p.c.

Les crédits pour l'agriculture ont été portés de \$230,795.75 en 1897, à \$1,001,936.65 en 1913, soit 334 p.c. d'augmentation.

On a dépensé pour l'administration de la justice, en 1897 \$567,628.19, en 1913 \$924,540.37, soit 63 % de gain.

Et ainsi de suite : sur toute la liste des ministères de dépense, il y a eu augmentation en proportion.

Pour l'exercice clos le 30 juin 1897, le total de dépense ordinaire et extraordinaire était de \$4,862,282.70. Pour l'exercice fini le 30 juin 1913, elle a été de \$7,953,984.99, soit 63 p.c. en plus.

Jusqu'ici, le revenu a été plus que suffisant pour permettre à l'administration d'honorer ce surcroît de dépense.

D'après l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, les provinces se sont vu échoir la gestion des services qui se rapprochent le plus des affaires personnelles et de la vie quotidienne des citoyens, tels les établissements municipaux et éducationnels ; l'administration de la justice ; les œuvres charitables ; l'entretien des aliénés ; la construction des palais de justice et prisons, et autres travaux publics. Or, il est bien admis qu'au début les provinces ont hérité de sources de revenu tout à fait insuffisantes.

La conférence interprovinciale qui a siégé récemment à Ottawa a déjà fait l'objet de nos débats, le Premier ministre a traité la question à fond. Un examen des statistiques provinciales démontrerait que depuis l'établissement de la Confédération nos dépenses provinciales ont marché sur un train de 100 pour cent plus vite que nos revenus, et que depuis le dernier rajustement des subsides, si nos revenus ont augmenté de 39 p.c., nos dépenses ont grandi à raison de 60 p.c.

Nous attachons une grande signification à l'admission tombée des lèvres du Premier Ministre du Canada, lorsqu'il a reçu les résolutions adoptées par la conférence des Provinces ; il a alors déclaré que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord devrait être amendé de manière à pourvoir constitutionnellement au remaniement périodique des conditions provinciales. Le fruit des dé-

libérations de cette conférence est maintenant sous considération devant le gouvernement de la Puissance. Je ne désire pas anticiper sur ce qui en sortira. Comme province, nous ne pouvons rester stationnaires. Quoiqu'il advienne, nous devons pousser notre politique de progrès moral et matériel. Il est bel et bon d'emprunter ce qu'il faut pour payer le coût des grandes entreprises publiques telles que constructions de routes ou voies ferrées et autres travaux publics, mais il faut que le revenu soit suffisant pour honorer les échéances croissantes d'intérêt, de même que la dépense déjà accrue et à accroître progressivement dans tous les départements de dépense de l'administration. Accomplir cette tâche tout en restant en dedans du revenu sans ajouter indument au fardeau populaire, surtout sans appesantir davantage le fardeau sur les épaules qui sont le moins en état de le porter, tel est, tel a toujours été le point de mire de la politique du présent Premier Ministre de cette province. Qu'il s'acquitte noblement de cette grande tâche, on en a la preuve dans le consolant spectacle de progrès et de développement ainsi que de sage et économique administration financière, qu'offre l'histoire de notre province depuis 1897, et plus notamment depuis le jour où, appelé comme premier ministre à guider les destinées du parti libéral dans le gouvernement de cette grande province, il a pris les rênes d'une main ferme, dirigée par une forte tête.

Monsieur l'Orateur, j'ai l'honneur de proposer que vous quittiez maintenant le fauteuil et que la Chambre se forme en comité pour prendre en considération les subsides à accorder à Sa Majesté.

ETAT NO. 1.

Les estimés du revenu et de la dépense pour l'année fiscale finissant le 30 juin 1913 portaient :

Revenu ordinaire	\$7,133,221.53
Dépense ordinaire et extra	6,755,820.23

Surplus estimatif de\$ 377,401.30

Le solde réel des opérations de l'année fiscale finie le 30 juin dernier a été :

Revenu ordinaire	\$8,382,737.13
Dépense ordinaire	7,612,161.66

Surplus.....\$ 770,575.47

La dépense extraordinaire de l'année, payée à même le revenu ordinaire, se composait des articles suivants :

Palais législatif et exécutif, construction d'une	
Bibliothèque neuve avec dépendances.....	\$150,000.00
Ecole Normale Jacques-Cartier, ameublement.	685.08
Ponts en fer	150,000.00
Ponts et barrières de péage	6,980.49
Ponts Viau et Lachapelle.....	32,157.76
Embellissement des édifices et terrains du	
Parlement	2,000.00
	<hr/> \$ 341,823.33

Le surplus actuel du revenu ordinaire sur dépense ordinaire et extraordinaire est donc\$ 428,752.14

Comme il est dit plus haut, les estimés de l'année fiscale finissant le 30 juin 1913 étaient :

Revenu ordinaire	\$7,133,221.53
Dépense ordinaire et extra	6,755,820.23

Surplus estimatif.....\$ 577,401.30

Estimé du revenu ordinaire	\$7,133,221.53
Revenu ordinaire réalisé	8,382,737.13

Excédant l'estimé de la somme de.....\$1,249,515.60

L'estimé des dépenses ordinaires et extraordinaires était de.\$6,755,820.23

Total des dépenses ordinaires et extraordinaires encourues
durant l'année 7,953,984.99

Estimé dépassé de\$1,198,164.76

ETAT NO. 2.

Revenu ordinaire 1912-13 comparé avec les Estimés.

Le revenu des divers services a dépassé les estimés comme suit :

Terres et forêts	\$ 250,466.25
Intérêt sur prêts et dépôts	4,958.94
Timbres judiciaires	52,911.60
Honoraires légaux	2,100.82
Fonds de bâtieses et jurés	4,337.99
Entretien des prisonniers	9,397.75
Honoraires du Grand Constable, Québec.....	540.64
Fonds du Palais de Justice, district d'Ottawa.....	1.10
Jeunes délinquants	9,750.00
Remboursement d'indemnité aux porteurs de licences, 2 Geo. V, ch. 2	13,685.40
Route Edouard VII, matériaux vendus	50,834.73
Contribution des municipalités, 3 Geo. V, ch. 21, sect. 20.....	1,238.00
Prêt aux incendiés de Québec	200.00
Timbres d'enregistrement (y compris honoraires des régis- trateurs salariés)	90,907.40
Licences	44,446.21
Taxes sur corporations commerciales, etc.....	280,590.91
Droits sur successions	214,108.60
Taxe sur transferts d'actions, bons, &c.	5,793.90
Loi concernant les véhicules-moteurs.....	46,416.47
Commission sur honoraires d'employés publics.....	9,348.41
Commission sur renouvellements d'hypothèques	20.98
Entretien des aliénés	35,979.72
Entretien des écoles des réforme et d'industrie.....	6,575.54
Législation	5,405.23
Revenu casuel	23,838.62
Contributions pour pensions du Service Civil	3,054.21
Prime, escompte et change	6,253.72
Taxe sur subventions aux chemins de fer.....	98,671.36
Revenu, loi des assurances	6,833.30
Appropriation pour dette publique, 7 Ed. VII, ch. 2.....	134.00

\$1,278,801.80

Pour les services suivants, le revenu a été au-dessous des estimés comme suit :

Puissance du Canada : Subside basé sur la popula- tion	\$ 4,148.80
Puissance du Canada : Intérêt sur fonds en fidéi- commis	14,816.91
Mines, Pêche et Chasse	4,246.02
Palais de Justice de Montréal (timbres non compris)	334.48
Prisons de Montréal et Québec, gain des prisonniers	350.25
<i>Gazette Officielle</i>	2,926.43
Loyer d'édifices publics	1,738.40.....
Intérêt sur fonds d'amortissement, 60 V, ch. 2, s. 5.	724.91

29,286.20

L'ensemble du revenu a excédé les estimés de.....\$1,249,515.60

ETAT NO. 3.

L'excédent de dépense ordinaire sur les estimés pour certains services s'élève à\$1,199,889.95

En voici l'explication détaillée :

Dettes publiques :

Dépendé en plus :—

Intérêt sur dette publique\$ 55,248.16
Frais d'administration 11,328.46

Non dépendé :—

.....\$ 66,576.62
Rachat: Emprunt de 1880.....\$ 28,421.34
Prime, escompte et échange 886.88
.....\$ 29,308.14

Législation :

Dépendé en plus :—

Conseil Législatif :

Salaires, dépenses contingentes, &c.....\$ 2,782.96

Assemblée Législative :

Indemnité des députés et frais de voyage\$6,959.39

Salaires, dépenses contingentes, &c... 9,540.80

.....\$ 16,500.19

Frais d'impression et de reliure pour les deux

Chambres législatives \$ 21,216.55

Dépenses d'élections 6,588.49

Impression, reliure et distribution des lois..... 3,500.00

Indemnité aux reviseurs et autres dépenses..... 4,543.63

.....\$ 55,131.82

Gouvernement Civil :

Augmentation de traitements \$ 54,102.97

Contingents 20,429.00

.....\$ 74,531.97

Administration de la Justice :

Dépendé en plus :—

Traitement des sherifs des vieux districts.....\$ 3,218.87

Protonotaires, graffiers, Cour de Circuit, de la

Couronne, de la Paix et Cour d'Appel :

Salaires\$ 29,670.10

Contingents 1,704.32

Poursuites criminelles 156.08

Dépenses contingentes des shérifs 76,245.49

Magistrats de District: Salaires..... 3,870.97

Magistrats de District: Frais de voyage..... 3,661.28

Service provincial des détectives 7,506.35

Fonds du Palais de Justice, district d'Ottawa..... 4,335.80

Juges et greffiers des Sessions de la Paix, Montréal
et Québec 934.68

.....\$131,303.94

Non dépensé :—

Fonds de bâties et de jurés	\$ 269.33	
Coroners	427.74	
Médecins des prisons	160.04	
Traitement des greffiers de la Couronne et de la Paix, nouveaux districts.....	70.00	
Divers	5,516.94	
Inspection des bureaux publics, traite- ments, frais de voyage et contingents..	1,725.19	
	—————\$	8,169.24
		—————\$ 123,134.70

Instruction Publique :

Dépensé en plus :—

Ecole Technique de Québec	\$ 10,000.00
Ecole Technique de Montréal	20,000.00
Ecole des Hautes Etudes Commerciales, de Montréal	13,000.00
Fonds de pension des instituteurs	15,000.00
Octroi spécial aux municipalités scolaires pour encourager le construction et le maintien de nouvelles académies pour garçons	4,000.00
Université McGill	25,000.00
Université Laval, Québec	25,000.00
Université Laval, Montréal	25,000.00
Aide en faveur des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal.....	9,929.00
Mappemondes pour écoles	20,000.00
	—————
	\$166,929.00

Fonds des écoles élémentaires, 60 V, ch. 3, amendé par 5 Ed. VII, ch. 2, et 8 Ed. VII, ch. 5, sec. 4	\$ 110.79	
	—————\$	166,818.21

Colonisation et Immigration :

Dépensé en plus :—

Chemins de colonisation	\$ 17,206.01
Immigration	6,920.64
	—————
	\$ 24,126.65

Non dépensé :—

Sociétés de colonisation, en général.....	1,292.41	
	—————\$	22,834.24

Mines, Pêche et Chasse, Cadastre :

Dépensé en plus :—

Mines	\$ 8,467.76
Pêche et Chasse	6,840.76
Cadastre	5,953.69
	<hr/>
	\$ 21,262.21

Non dépensé :—

Compte en suspens	\$ 3,443.75
	<hr/>
	\$ 17,818.46

Travaux publics (ordinaire) :

Dépensé en plus :—

Entretien, etc., d'édifices publics en général.....	\$ 20,034.91
Assurance des Palais de Justice et prisons	1,366.49
	<hr/>
	\$ 21,401.40

Non dépensé :—

Assurance d'édifices publics en général...	\$1,094.25
Inspections des chemins de fer	87.50
Réparations aux Palais de Justice et prisons	8,904.73
Palais de Justice et prison du district d'Ottawa, à Hull, addition à la prison pour femmes, voûte, &c.	9,948.20
	<hr/>
	\$ 20,034.68
	<hr/>
	\$ 1,366.72

Travaux publics (extraordinaire) :

Dépensé en plus :—

Ponts et barrières de péage.....	\$ 6,980.49
Ponts Viau et Lachapelle	32,157.76
	<hr/>
	\$ 39,138.25

Non dépensé :—

Ecole Normale Jacques-Cartier, ameublement	\$1,314.92
Embellissement des édifices et terrains du Parlement	3,000.00
Musée d'appareils contre les accidents, Québec et Montréal	2,000.00
	<hr/>
	\$ 6,314.92
	<hr/>
	\$ 32,823.33

Travail :

Dépensé en plus :—

Loi des édifices publics et établissements industriels	\$ 3,000.00
Bureaux de placement ouvriers	3,505.42
	<hr/>
	\$ 6,505.42

Agriculture :

Dépendé en plus :—

Mérite Agricole Provincial	\$ 500.00
Sociétés d'agriculture	29,700.00
Cercles agricoles, etc	12,551.13
Conseil d'Agriculture	1,529.03
Enseignement vétérinaire	494.96
Ecole laitière de St. Hyacinthe et travaux de ferme.	991.56
Octroi aux syndicats de beurrieres, fromageries et inspection.....	3,000.00
Pour l'encouragement de l'industrie laitière en général	5,498.12
Encouragement de l'horticulture fruitière.....	6,856.29
Journaux d'agriculture	5,000.00
Amélioration des routes rurales	255,024.12
Expositions	7,000.00
	<hr/>
	\$328,145.21

Non dépendé :—

Association laitière de la Province de Québec	\$ 48.18
Société d'horticulture de Québec.....	500.00
Ecoles d'agriculture	2,797.94
Conférences agricoles	2,462.44
	<hr/>
	\$ 5,808.56
	<hr/>
	\$ 322,336.65

Terres et Forêts :

Dépendé en plus :—

Frais généraux	\$ 5,000.00
Protection des forêts	6,000.00
Service forestier (y compris inspection et classification des terres)	20,000.00
Arpentages	10,000.00
Loi des douze enfants	150.00
	<hr/>
	\$ 41,150.00

Non dépendé :—

Compte en suspens	\$ 1,766.61
	<hr/>
	\$ 39,383.39

Charges sur le revenu :

Dépendé en plus :—

Perception des licences, etc	\$ 7,000.00
Timbres, licences, etc	909.42
Régistrateurs, traitements et contingents.....	10,700.27
Registres pour bureaux d'enregistrement.....	11,891.30
Gazette Officielle de Québec	3,000.00
Loi des véhicules-moteurs	17,692.74
	<hr/>
	\$ 51,193.73

Services divers :

Dépensé en plus :—

Divers en général	\$ 2,479.34
Service Civil—Pensions	3,747.02
Agent-général de la Province dans le Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande.....	11,628.62
L'Académie de Musique de Québec.....	3,000.00
Commission des chemins à barrières et ponts de péage, 9 Ed. VII, ch. 9.....	763.15
Commission pour l'administration des eaux courantes	23,282.50
Souscription au monument de feu G. E. Cartier, baronet.....	10,000.00
Commission de revision, etc., du Code Municipal de la Province.....	6,695.51
Conservatoire Lassalle, Montréal	5,000.00
Commission des Licences de la Province de Québec..	2,500.00
Bureau de Censure des Vues Animées.....	4,901.84
Indemnités en vertu de 2 Geo. V, ch. 2.....	111,000.00

\$184,997.98

Non dépensé :—

Agent en France	\$1,250.00
Fonds des municipalités	356.00
Arbitrage en vertu de 54 V., ch. 4.....	3,643.35
Tenure des terres aux Iles de la Madeleine.	273.61
Commission des Utilités Publiques de Québec	701.78
Octroi pour le traitement de la tuber- culose.....	2,500.00

\$ 8,724.74

\$ 176,273.24

Dépensé en plus :—

Payé par shérifs sur leurs perceptions, Fonds de bâtisses et des jurés.....	\$ 19,900.84
--------------------------------------------------------------------------------	--------------

ETAT NO. 4.

Opérations de Caisse en 1912-13.

Le 1er juillet 1912, il y avait en diverses banques la somme de \$3,000,619.63
 Les mandats impayés à même date s'élevaient à 435,402.97
\$2,565,216.66

Les recettes du 1er juillet 1912 au 30 juin 1913 ont été :

Revenu ordinaire	\$ 8,382,737.13
Dépôts en fidéi-commis	121,100.19
Vente de terrains de l'Exposition à Montréal....	390.71
Prêt à l'Asile de Beauport	750.00
Emprunt des bons chemins, 3 Geo. V, ch. 21, s. 20	1,942,829.86
	<u>\$10,447,807.89</u>

Les paiements du 1er juillet 1912 au 30 juin
 1913 ont été :

Dépense ordinaire	\$7,612,161.66
Dépense extraordinaire	341,823.33
Dépôts en fidéi-commis	203,736.52
Prison neuve, district de Montréal.	496,452.89
Cour et prison, district de Mont- calm	48,767.00
Construction Q. M. O. & O.....	750.00
Loi des Bons Chemins, 1912....	550,762.58
Endiguement des eaux du St. Maurice	33,315.60
Rachat de balance de l'emprunt de 1882	2,405,580.60
	<u>\$11,693,349.58</u>
Excédent des paiements	\$1,245,541.69
Balance.....	<u>\$1,319,674.97</u>

Savoir :

Le 30 juin 1913, il y avait en dépôts à diverses
 banques la somme de\$1,808,680.04
 Sur laquelle durent être payés les mandats
 restants à même date 489,005.07
\$1,319,674.97

ETAT NO. 5.

Les changements suivants ont été opérés durant l'année au passif et à l'actif :—

En plus au passif :—

Mandats non payés, différence entre le montant du	
30 juin 1912 et celui du 30 juin 1913.....\$	53,602.10
Emprunt des Bons Chemins, 3 Geo. V., ch. 21....	1,949,586.67
	<hr/>
	\$2,003,188.77

En moins au passif :—

Dette fondée par rachat de débentures	
de l'emprunt de 1880.....\$	125,365.33
Dette fondée par rachat de balance	
de l'emprunt de 1882	2,405,580.00
Dépôts en fidéi-commis, diminution	
nette	82,636.33
Débentures du Palais de Justice de	
Québec, rachetées	7,200.00
	<hr/>
	2,620,781.66

Diminution nette du passif durant l'année 1912-13.....\$ 617,592.89

En plus à l'actif :—

Fonds d'amortissement, rentes, ins-	
crites 3% achetées durant	
l'année	\$ 35,788.55
Endiguement des eaux du St-Maurice	33,315.60
Prison neuve, Montréal, avances.....	496,452.89
Cour et prison du district de Mont-	
calm, avances	48,767.00
	<hr/>
	\$ 614,324.04

En moins de l'actif :—

Argent en banques, diminution nette	
des dépôts	\$1,191,939.59
Avances à diverses personnes	16,000.00
Taxe du Palais de Justice de Québec,	
reçue	7,200.00
	<hr/>
	\$1,215,139.59

Diminution nette du passif durant l'année 1912-13.....\$ 600,815.55

Diminution de l'excédent de passif durant l'année 1912-13.... 16,777.34

Le 30 juin, 1912, l'excédent du passif sur l'actif était de.....\$19,885,069.03

Le 30 juin, 1913, l'excédent du passif sur l'actif était de..... 19,868,291.69

Diminution de l'excédent de passif durant l'année 1912-13....\$ 16,777.34

ETATS FINANCIERS
1912-1913

ETAT COMPARATIF des recettes de la Province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1913.

	1908-09	1909-10	1910-11	1911-12	1912-13
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Puissance du Canada	1,813,039 28	1,781,972 42	1,761,473 16	2,053,178 13	2,025,705 82
Terres et Forêts	1,041,226 55	1,150,747 16	1,229,928 97	1,658,457 48	1,760,466 25
Mines	41,269 72	71,786 35	43,647 39	46,225 43	27,768 60
Pêcheries et chasse	99,792 28	110,345 88	107,803 17	116,080 00	117,985 38
Timbres judiciaires	280,677 60	290,966 20	286,316 10	302,191 30	327,911 60
do d'enregistrement	106,347 37	133,911 85	172,597 60	216,803 70	250,907 40
Fonds de bâtieses et des jurés	26,650 64	29,272 88	62,197 59	33,937 29	34,337 99
Honoraires judiciaires	17,699 16	5,495 56	6,299 91	7,492 81	6,100 82
Municipalités, pour l'entretien des prisonniers	31,647 88	21,892 57	10,715 89	25,043 80	24,397 75
Palais de justice de Montréal	2,102 88	1,865 23	1,655 25	2,200 01	1,665 52
Prison de Montréal	90 83	1,287 67	36 68	71 15	.....
Gardes des prisons de Montréal et Québec	4,000 00	4,400 00	4,000 00	4,000 00	4,000 00
Gain des prisonniers, prison de Québec	178 96	77 75	110 63	14 95	149 75
Honoraires du grand connétable, Québec	629 37	778 43	938 27	844 99	1,340 64
Prison de Ste-Scholastique	62 00	.....	85 38	.....	.....
Fonds du palais de justice du district d'Ottawa .....	.....	.....	.....	.....	1 10
Jeunes délinquants .....	.....	.....	.....	.....	9,750 00
Amendes, justice .....	.....	220 00	.....	.....	.....
Licences	876,553 79	871,448 78	938,664 00	903,737 20	944,446 21
Taxes sur les corporations commerciales, etc.	653,341 75	688,152 30	712,118 46	776,542 83	940,590 91
do sur mutations de propriété (arrérages)	13 00	140 80	49 80	161 00	.....
Droits sur successions	634,445 18	838,334 57	1,072,027 20	1,226,678 58	1,064,108 60
Taxes sur les transports d'actions, bons, etc.	60,020 10	76,516 84	65,912 16	68,845 04	70,793 90
Loi concernant les véhicules-moteurs	8,747 25	11,048 00	26,618 59	49,026 06	71,416 47
Commission sur honoraires d'officiers publics	11,392 78	15,872 77	18,604 94	22,278 06	24,348 41
do sur renouvellement d'hypothèques	94 76	50 20	45 47	50 32	70 98
Législation	24,224 57	17,672 78	19,827 64	22,644 28	18,105 23
Asiles d'aliénés, contributions municipales	135,078 62	166,065 21	142,887 58	198,405 75	208,244 24
do patients payants	5,371 68	4,812 22	6,634 00	4,713 32	5,735 48
Ecoles d'industrie et de réforme	28,504 61	29,727 00	30,833 37	33,000 51	36,575 54
Gazette Officielle de Québec	17,630 29	22,613 73	21,388 76	18,653 42	19,073 57
Revenu casuel	45,807 31	60,163 31	90,324 19	104,016 86	73,838 62
Service civil, contributions pour pensions	4,130 20	15,914 33	20,089 50	20,414 10	21,054 21
Compagnies d'assurances provinciales, dépenses d'inspection, etc. ....	.....	1,030 25	.....	.....	.....
Revenu en vertu de la Loi des Assurances .....	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux et édifices publics, loyers, etc.	11,196 42	25,361 73	22,693 55	19,719 60	24,833 30
Intérêts sur dépôts et placements	2,463 60	3,011 60	2,664 60	1,960 60	761 60
Prime, escompte et change	44,100 92	67,040 69	78,922 78	77,405 95	42,958 94
Intérêt sur prix de vente du chemin de fer Q. M. O. & O.	5,295 46	4,704 01	6,122 60	5,580 88	10,253 72
Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 Vic., chap. 2, sec 5	34,976 41	28,617 92	.....	.....	.....
Prêt aux incendiés de Québec .....	.....	.....	29,387 11	29,103 32	28,275 09
Remboursements fonds de subventions des chemins de fer .....	.....	120 00	.....	.....	200 00
Remboursements de l'indemnité aux porteurs de licences	12,155 38	16,128 88	28,317 78	20,341 89	118,671 36
Voie Edouard VII, matériaux vendus .....	.....	.....	.....	.....	13,685 40
Contribution des municipalités en vertu de 3 Geo. V, chap. 21, s. 2	.....	.....	.....	.....	50,834 73
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Ed. VII, chap. 2	1,228 79	2,376 40	10,804 94	290 58	1,238 00
.....	.....	.....	.....	.....	134 00
Terrains de l'exposition de Montréal, compte des ventes	6,082,187 39	6,571,944 27	7,032 744,99	8,070,109 19	8,382,737 13
Acompte du prêt à l'asile d'aliénés de Beauport, 1 mai 1895	2,074 19	1,063 64	3,543 48	380 25	390 71
Propriété rue St. Gabriel, Montréal, No. 76, à compte de vente	1,000 00	1,000 00	1,000 00	1,000 00	750 00
Nouvelle école de laiterie de St. Hyacinthe; vente de la vieille bâtisse .....	.....	5,000 00	.....	.....	.....
Puissance du Canada, fonds supérieur de l'éducation du Bas-Canada .....	.....	.....	50 00	.....	.....
Emprunt en vertu de la loi des bons Chemins, 3 Geo. V, chap. 21, sec. 20 .....	.....	.....	.....	412,314 25	.....
Fonds en fidéi-commis	90,978 81	241,869 73	110,597 95	63,534 29	1,942,829 86
.....	.....	.....	.....	.....	121,100 19
Subvention en vertu de l'Acte 47 V., c. 8, Puissance du Canada	6,176,240 39	6,820,877 64	7,147,936 42	8,547,337 98	10,447,807 89
Fonds consolidé des chemins de fer, Puissance du Canada, remboursement de subsides payé à la compagnie du pont de Québec	2,394,000 00	.....	.....	250,000 00	.....
Transport du dépôt spécial, partie du prix placé du chemin de fer Q. M. O. & O.	288,500 00	.....	.....	.....	.....
En caisse au 1er juillet de chaque année	1,693,235 22	1,746,771 05	2,224,377 20	2,532,186 06	3,000,619 63
Total	10,551,975 61	8,567,648 69	9,372,313 62	11,329,524 04	13,448,427 52

ETAT COMPARATIF des paiements de la Province de Québec pour les cinq années échues le 30 juin 1913.

	1908-09	1909-10	1910-11	1911-12	1912-13
	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.	\$ cts.
Dette publique	1,198,115 44	1,125,129 02	1,123,021 35	1,131,991 17	1,071,537 74
Législation.....	340,960 78	328,772 42	349,457 11	445 256 25	388,339 32
Gouvernement civil.....	353,715 59	408,184 81	447,696 17	491,967 73	530,928 22
Administration de la justice.....	793,547 07	805,880 47	834,642 48	892,926 44	973,349 86
Ecoles d'industrie et de réforme.....	65,000 00	66,000 00	68,972 93	66,500 00	89,000 00
Instruction publique (y compris les écoles du soir).....	737,600 73	783,592 88	969,390 09	1,177,233 06	1,383,415 31
Agriculture.....	286,026 77	317,300 00	400,247 64	883,664 50	1,001,936 65
Colonisation.....	221,000 00	176,000 00	221,786 10	234,272 81	223,913 60
Immigration.....	7,865 97	7,354 36	8,638 78	10,800 00	15,670 64
Hygiène.....	22,499 98	22,500 00	25,500 00	25,500 00	38,500 00
Travaux et édifices publics:					
Ordinaires.....	142,492 94	176,763 01	156,868 76	191,212 58	227,515 68
Extraordinaires.....	98,000 00	147,164 85	298,065 09	363,883 95	341,823 33
Travail.....	16,600 00	16,600 00	25,121 62	35,645 07	37,105 42
Asiles des aliénés.....	438,325 00	468,325 00	525,330 53	515,025 63	552,968 56
Institutions de bienfaisance.....	50,046 25	53,116 25	55,828 75	56,828 75	59,625 00
Terres et Forêts.....	272,532 54	273,150 00	289,275 88	316,455 63	327,383 39
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (cadastre)...	71,475 00	59,966 74	91,135 54	75,168 96	86,318 46
Charges sur le revenu (y compris les paiements faits par les shérifs, sur leurs perceptions).....	176,663 09	192,148 81	239,802 58	248,584 01	274,094 57
Services divers.....	247,413 07	199,540 21	294,006 44	223,267 79	330,559 24
Montant affecté au paiement de la dette publique en vertu de 7 Ed. VII, chap. 2.....		266 28	112 20	495 88	
	5,539,880 22	5,627,755 11	6,424,900 04	7,386,680 21	7,953,984 99
Dépenses, ventes de propriété	784 00				
Nouvelle Prison, district de Montréal.....	412,130 98	724,172 61	349,255 46	874,394 33	496,452 89
Palais de justice et prison, district de Montcalm.....			6,126 50	14,048 55	48,767 00
Palais de Justice et prison, district de Roberval.....				35,000 00	
Endiguement des eaux de la rivière Saint Maurice.....					33,315 60
Loi des bons chemins, 1912.....					550,762 58
Fonds en fidéi commis.....	54,907 53	88,142 10	86,448 30	110,624 75	203,736 52
	6,007,702 73	6,440,069 82	6,866,730 30	8,420,747 84	9,287,019 58
Subventions aux chemins de fer et ch. de fer Q. M. O. & O.	750 00	750 00	750 00	750 00	750 00
Subvention au pont de Québec.....	10,000 00				
	6,018,452 73	6,440,819 82	6,867,480 30	8,421,497 84	9,287,769 58
Rachat de la dette publique: Emprunt de 1878	2,682,500 00				
do do do do Emprunt de 1882.....			5,500 00	82,000 00	2,405,580 00
	8,700,952 73	6,440,819 82	6,872,980 30	8,503,497 84	11,693,349 58
Ajoutez: Paiements de mandats impayés au commencement de chaque année	234,660 30	130,408 47	227,956 80	260,809 54	435,402 97
	8,935,613 03	6,571,228 29	7,100,937 10	8,764,307 38	12,128,752 55
Déduisez: Mandats impayés à la fin de chaque année	130,408 47	227,956 80	260,809 54	435,402 97	489,005 07
	8,805,204 56	6,343,271 49	6,840,127 56	8,328,904 41	11,639,747 48

RECETTES PROBABLES, 1914-1915

PUISSANCE DU CANADA:

Subside d'après population en vertu de l'acte de l'A. B. du N., 1907.....	\$1,602,169 60	
Allocation Spéciale en vertu de l'acte de l'A B. du N., 1907....	240,000 00	
	1,842,169 60	
Subside spécial en vertu de 47 Vict., chap. 4, Loi du Canada..	127,460 68	
	1,969,630 28	
Intérêts sur fonds en fidéi commis.....	58,190 64	\$2,027,820 92

INTERET:

Intérêt sur fonds d'amortissement en vertu de 60 V, c. 2, sec 5	28,500 00	
Intérêts sur prêts et dépôts	38,000 00	
Intérêts des municipalités en vertu de la loi sur les Bons chemins.....	50,000 00	116,500 00

TERRES ET FORETS.....		1,700,000 00
MINES.....	25,000 00	
PECHERIES ET CHASSE.....	120,000 00	145,000 00

ADMINISTRATION DE LA JUSTICE:

Timbres judiciaires.....	\$300,000 00	
Honoraires judiciaires.....	4,000 00	
Fonds des bâties et des jurés.....	30,000 00	
Entretien des prisonniers.....	20,000 00	
Gardes des prisons de Montréal et de Québec.....	4,000 00	
Prisons de Montréal et de Québec, gain des prisonniers.....	500 00	
Palais de justice de Montréal, non compris les timbres.....	2,000 00	
Honoraires du grand connétable, Québec.....	800 00	
Jeunes délinquents.....	6,500 00	367,800 00
Timbres d'enregistrement (y compris les honoraires des registrateurs salariés)....		200,000 00
Licences.....		900,000 00
Taxes sur le scorporations commerciales, etc.....		850,000 00
Droits sur successions.....		900,000 00
Taxes sur transports d'action, s bons, etc.....		65,000 00
Loi concernant les véhicules-moteurs.....		50,000 00
Commissions sur honoraires d'officiers publics.....		18,000 00
do renouvellement d'hypothèques.....		50 00
Entretien des aliénés.....		205,000 00
do pensionnaires des écoles d'industrie et de réforme.....		35,000 00
Législation.....		12,700 00
Gazette Officielle.....		20,000 00
Loyers d'édifices publics.....		2,000 00
Revenu casuel.....		80,000 00
Loi des Assurances, Revenue.....		22,000 00
Loi des Compagnies de fidéi commis, Revenue.....		2,400 00
Contributions aux pensions, service civil.....		21,000 00
Prime, escompte et change.....		4,000 00
Taxes sur les subventions de chemin de fer.....		20,000 00
Remboursements de l'indemnité aux porteurs de licences.....		13,685 40
		<u>\$7,777,956 32</u>

DEPENSES PROBABLES, 1914-15

Dette publique.....	\$1,154,698 96
Législation.....	369,901 50
Gouvernement civil.....	541,647 50
Administration de la justice, etc.....	949,834 00
Instruction publique, etc.....	1,433,993 00
Asile sdes aliénés.....	569,625 00
Ecoles d'industries et de réforme.....	85,000 00
Hygiène.....	38,500 00
Travaux Publics, (Ordinaires).....	\$255,499 76
do (Extraordinaires).....	313,500 00
	<hr/> 568,999 76
Travail.....	35,600 00
Agriculture.....	\$337,600 00
Voirie.....	250,000 00
	<hr/> 587,600 00
Terres et Forêts.....	326,000 00
Colonization.....	222,750 00
Mines, pêcheries, chasse et service d'enregistrement (Cadastre).....	77,500 00
Institutions de bienfaisance.....	68,485 00
Charges sur le revenu.....	232,000 00
Services divers.....	177,400 00
	<hr/> \$7,439,534 72
Subventions de chemins de fer.....	7,633 38
	<hr/> \$7,447,168 10

PASSIF DIRECT et actif disponible de la Province de Québec au 30 juin 1913

PASSIF

Dette consolidée en cours, telle qu'existant avant la conversion.....	\$23,016,271 99
Augmentation du capital par conversion.....	1,743,526 83
	<u>\$24,759,798 82</u>
Puissance du Canada, balance de compte au 31 décembre 1903.....	1,473,609 63
do Prix d'achat de propriété pour chemin de fer Q.M.O. & O.....	25,000 00
Dépôts en fidéicommiss.....	578,243 58
Mandats impayés.....	489,005 07
Obligations du Palais de Justice de Québec.....	83,600 00
do do do do Sherbrooke.....	60,000 00
	<u>\$27,469,257 10</u>

ACTIF:

FONDS D'AMORTISSEMENT:

Bal. du prix du ch. fer Q.M.O. & O. déposé en banque	\$676,780 00
do do placé en obligations du palais de Jus- tice de Québec.....	83,600 00
	<u>760,380 00</u>
Fonds inscrits 3% de la Province de Québec.....	446,784 75
	<u>\$1,207,164 75</u>
Puissance du Canada:—Part de Québec, Fonds des écoles com- munes.....	1,160,626 87
Argent en banque.....	1,808,680 04
Coût de l'école Normale de Jacques-Cartier, Montréal, à être remboursé par ventes de propriété.....	5,000 00
Avances à divers.....	107,437 29
Endiguement des eaux de la rivière Saint Maurice.....	33,315 60
Nouvelle Prison, District de Montréal, avances en vertu de l'Acte 7 Edouard VII, chap. 36.....	3,031,198 81
Palais de justice et prison, district de Montcalm, avances autori- sées par la loi 1 Geo. V., chap. 8.....	68,942 05
Palais de Justice et prison, district de Roberval, avances autori- sées par la loi 2 Geo. V, chap. 6.....	35,000 00
Taxe du Palais de Justice de Québec, en vertu de 45 Victoria, chapitre 26, et 48 Victoria, chapitre 16.....	83,600 00
Taxe du Palais de Justice de Sherbrooke, en vertu de 2 Ed. VII, chapitre 6.....	\$39,794 73
Fonds d'amortissement, inclus dans les dépôts en fidéicommiss.....	20,205 27
	<u>60,000 00</u>
	<u>7,600,965 41</u>
Excédant du passif sur l'actif au 30 juin 1913.....	<u>\$19,868,291 69</u>